



ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2023/827

Fouille pour suppression d'un branchement électrique
Interdiction temporaire de stationnement et restriction temporaire de la circulation rue Yves
Le Coz

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° D 2020.05.18 du 27 mai 2020 du Conseil municipal concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire prévues à l'article L 2122-22 du code susvisé,
Vu l'arrêté n° A 2023/234 du 3 février 2023 donnant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2020-2026 »,
Vu le code de la route,
Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,

Considérant la demande formulée par l'entreprise **AVENEL INFRA** – 6, rue Marconi 76150 Maromme en vue d'effectuer de travaux de fouille pour suppression d'un branchement électrique **pour le compte de la société ENEDIS SANNOIS**,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures restrictives en matière de stationnement et de circulation afin de permettre la réalisation de ces travaux,

ARRÊTE

Article 1: **Le stationnement** des véhicules de toute nature **est interdit du jeudi 8 juin 2023 au jeudi 22 juin 2023** en fonction de l'avancement des travaux :

Rue Yves Le Coz, côté des numéros pairs sur une longueur d'une place de stationnement de part et d'autre de l'entrée charretière du n° 60.

Article 2: Seront considérés comme gênant la circulation, au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route, les véhicules en infraction avec les dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3: **Déviation du cheminement des piétons**, au moyen d'un balisage mis en place par l'entreprise responsable des travaux, **par les passages piétons déjà existants de part et d'autre de la zone neutralisée par l'article 1 du présent arrêté pendant la durée des travaux.**

Article 4: Une signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux au moins 48 heures avant leur démarrage. Elle devra être conforme aux dispositions en vigueur édictées par les Arrêtés Interministériels relatifs à la signalisation routière. L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux.

Article 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6: M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire divisionnaire, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 3 mai 2023